



## SOS – Torture/Burundi

Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi

### RAPPORT N° 452 DE SOS-TORTURE BURUNDI PUBLIE 11 AOÛT 2024

Le présent rapport de SOS-Torture Burundi couvre la période du 3 au 10 août 2024 concernant les cas de violations des droits de l'homme au Burundi.

Au cours de cette période, au moins quatre (4) personnes ont été assassinées dans les provinces Cibitoke et Rutana.

Au cours de la même période, une (1) personne a été grièvement blessée par des policiers en mairie de Bujumbura avant de la placer arbitrairement en garde à vue au cachot de la zone de Kinama.

Le même rapport déplore les cas de quatre (4) personnes qui ont été enlevées par des agents du Service National de Renseignement (SNR) en mairie de Bujumbura.

#### 1. Atteintes au droit à la vie

- Dans la journée de lundi 5 août 2024, un corps sans vie d'une femme non identifiée été retrouvé sur la colline de Rugunga de la commune de Musongati, en province de Rutana (sud-est du Burundi).

Selon des témoins de cette découverte lugubre, le corps de la victime toute nue portait plusieurs blessures qui prouvent qu'elle a été assassinée à coups de poignard.

Les mêmes sources ont précisé que le corps de la victime a été enterré sur place le même jour sur l'ordre de l'administratrice communale de Musongati, Claudine Niyoyitungira, sans attendre une enquête sur l'identité de la victime et des auteurs de ce crime ignoble. Par ailleurs, selon les mêmes sources, la victime a été enterrée dans des conditions inhumaines car, au lieu de chercher des habits pour recouvrir son corps, elle a été recouverte d'herbes avant son inhumation.

- Au crépuscule de lundi 5 août 2024, deux corps sans vie d'hommes non identifiés ont été découverts sur la transversale 7 de la colline de Nyamitanga, en commune de Buganda de la province de Cibitoke (nord-ouest du Burundi), non loin de la rivière Rusizi séparant le Burundi de la RDC (République Démocratique du Congo).

Selon des témoins de la découverte macabre, les deux corps étaient déjà en décomposition. Des habitants de Nyamitanga pointent du doigt le responsable provincial du Service National de Renseignement (SNR) en province de Cibitoke comme celui qui amènerait ces corps dans différents endroits où ils sont régulièrement découverts en raison du fait que son véhicule est souvent aperçu dans ces endroits et à des heures avancées de la nuit. Ainsi, des corps sans vie y sont découverts le lendemain et sont enterrés à la hâte par des jeunes Imbonerakure<sup>1</sup> sur l'ordre de l'administrateur communal de Buganda, Pamphile Hakizimana.

- Dans la matinée de mercredi 7 août 2024, un corps sans vie d'un homme non identifié, âgé d'une trentaine d'années, a été retrouvé sur la transversale 3 de la colline de Nyamitanga de la commune de Buganda, en province de Cibitoke (nord-ouest du Burundi).

Selon des témoins de la découverte lugubre, le corps de ce jeune homme était en décomposition.

Les mêmes sources ont révélé que l'administrateur communal de Buganda, Pamphile Hakizimana, a donné l'ordre aux Imbonerakure de procéder à l'enterrement de la dépouille mortelle sur le lieu même de sa découverte.

SOS-Torture Burundi déplore la persistance du phénomène de corps sans vie de personnes bien ciblées qui sont le plus souvent assassinées par des agents du

<sup>1</sup> Membres de la ligue des jeunes affiliés au parti au pouvoir, le CNDD-FDD (Conseil National de la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie).

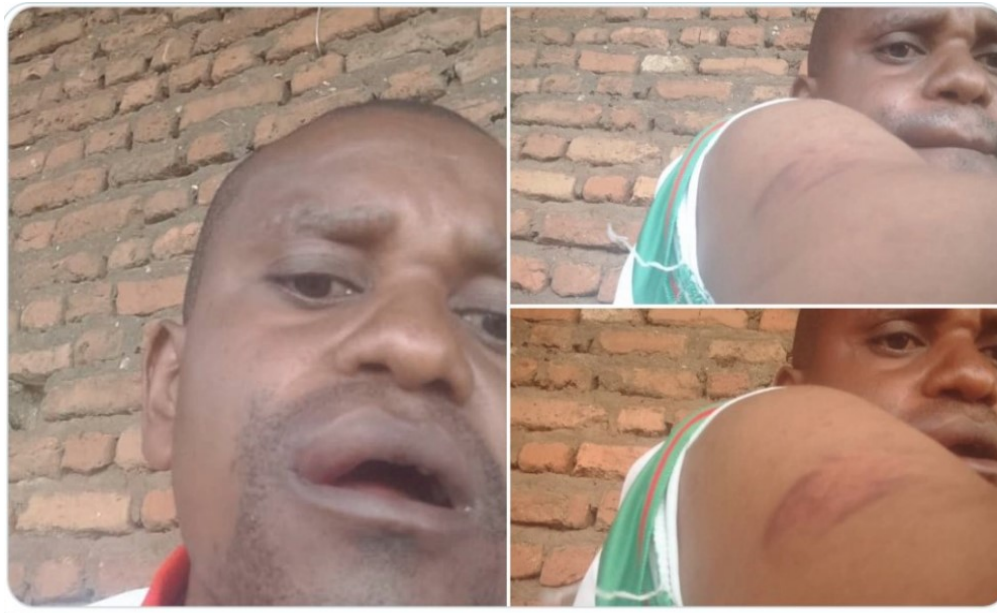
SNR et dont les corps sont ensuite jetés dans la nature, loin des proches, pour brouiller les pistes de l'identification des victimes et, partant, de leurs bourreaux.

## **2. Atteinte au droit à l'intégrité physique et au droit à la liberté de mouvement**

- Dans la nuit de jeudi 8 août 2024, vers 21 heures, Gabriel Banzawitonde, président du parti APDR (Alliance pour la Paix, la Démocratie et la Réconciliation), a été violemment battu et grièvement blessé par un groupe de policiers en poste tout près du pont Gikoma sur la RN 9, axe Bujumbura-Bubanza (nord-ouest du Burundi).

Selon des témoins de la scène horrible, Gabriel Banzawitonde, en même temps cadre de la LONA (Loterie Nationale du Burundi), a été agressé alors qu'il tentait de défendre un chauffeur de taxi dans son altercation avec des policiers positionnés sur la rivière Gikoma. En effet, le chauffeur avait pris quelques passagers de trop à bord de son véhicule et tentait de s'expliquer aux policiers qui voulaient lui soutirer de l'argent en guise de corruption sous forme d'amende transactionnelle sans quittance.

Selon les mêmes sources, quand Gabriel Banzawitonde leur a proposé que ce chauffeur soit sanctionné selon la loi et qu'il puisse payer une amende à l'Office Burundais des Recettes (OBR), ces policiers ont sauté sur lui pour le frapper à l'aide de leurs ceinturons, bottines et canons de leurs fusils, après avoir déchiré sa carte nationale d'identité qu'ils venaient de lui demander de présenter. Heureusement, des passants et curieux sont intervenus et ces policiers ont décidé d'embarquer la victime vers le cachot de la zone de Kinama où il a passé la nuit en détention arbitraire, malgré des hématomes au visage, au niveau des épaules et du dos (voir ci-dessous quelques images de la violence qu'il a subie).



SOS-Torture Burundi a appris que Gabriel Banzawitonde a finalement été libéré le lendemain matin, après avoir demandé les motifs de sa privation de liberté et l'identité des policiers qui l'ont roué de coups.

Elle demande l'ouverture d'une enquête pour identifier tous les policiers ayant participé à cette scène de violence afin qu'ils soient punis conformément à la loi.

### 3. Cas d'enlèvements ou de disparitions forcées

- Au cours des journées de vendredi à samedi 3 août 2024, trois hommes connus sous les noms de Jean-Marie Ntezimana, Ezéchiel Bukuru et Anicet Nkurunziza (voir leurs photos ci-dessous) ont été enlevés par des agents du SNR en mairie de Bujumbura (ouest du Burundi) et ont été conduits vers une destination inconnue.



Jean-Marie Ntezimana et Ezéchiel Bukuru sont originaires de la colline de Ruyaga de la commune de Kanyosha, dans la province de Bujumbura (ouest du Burundi) et sont amis tailleurs-couturiers. Par contre, leur ami Anicet Nkurunziza est natif de la colline de Kabumba dans la même commune de Kanyosha et est membre du parti CNDD-FDD.

Selon des informations en provenance des membres de leurs familles, Jean-Marie Ntezimana, militant du parti CNL (Congrès National pour la Liberté) pro Agathon Rwasa, a été enlevé dans l'après-midi de vendredi 2 août 2024 au moment où il avait passé la journée dans des cérémonies d'enterrement d'une personne au cimetière de Mpanda. Comble de malheur, sa mère veuve, Capitoline Ndimurusaku (voir sa photo ci-dessous), a succombé le même jour à une crise cardiaque qu'elle a piquée juste après avoir appris la mauvaise nouvelle de la disparition de son fils qui la prenait entièrement en charge.



Les mêmes sources ont révélé qu'Ezéchiel Bukuru (sans appartenance politique) et Anicet Nkurunziza ont été enlevés devant le Parisien au cours de la journée de samedi 3 août 2024 par des agents du SNR qui étaient à bord d'une camionnette double cabine Toyota Hilux aux vitres teintées et ont été conduits à bord de ce véhicule vers une destination inconnue. Ils étaient descendus à Bujumbura pour tenter de rechercher leur ami Jean-Marie Ntezimana porté disparu la veille. Depuis ce jour, les membres de leurs familles les ont recherchés sans succès dans différents cachots de la mairie de Bujumbura et de la commune de Mutimbuzi en province de Bujumbura.

SOS-Torture Burundi s'inquiète vivement de l'ampleur exponentielle des cas d'enlèvements opérés par des agents du SNR plus particulièrement depuis le début de cette année et déplore l'attitude passive du président de la République, Evariste Ndayishimiye, qui ne cesse pourtant d'affirmer dans ses sorties médiatiques que le respect des droits humains est devenu une réalité au Burundi.

Elle demande aux autorités du SNR de révéler le sort de ces trois hommes et de les présenter devant la justice s'il existe des crimes qui leur seraient reprochés.

- Dans l'après-midi de vendredi 9 août 2024, vers 18 heures, un homme connu sous le nom de Jean-Claude Niyuhire alias Magenge, âgé de 38 ans, a été enlevé par des agents du SNR devant l'hôpital militaire de Kamenge au moment où il rentrait à son domicile situé dans la zone de Ngagara de la commune de Ntahangwa, en mairie de Bujumbura (ouest du Burundi).

Selon des témoins de son enlèvement, Jean-Claude Niyuhire (voir sa photo ci-dessous), originaire de la colline de Mushonge de la commune de Tangara, en province de Ngozi (nord du Burundi), a été enlevé avec la complicité d'un certain Saidi Habarugira (informateur du SNR) qui a appelé le responsable du SNR en mairie de Bujumbura, colonel de police Eliphaz Niyongabo, pour lui dire qu'il venait d'apercevoir la victime devant l'hôpital militaire de Kamenge. Par la suite, une camionnette double cabine Toyota Hilux blanche ayant le numéro d'immatriculation E0519A est arrivée à toute vitesse à bord de laquelle des policiers sont sortis précipitamment et ont embarqué sans ménagement Jean-Claude Niyuhire vers une destination inconnue.





## SOS – Torture/Burundi

*Monitoring sur les cas de torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées et les exécutions sommaires au Burundi*

SOS-Torture Burundi a appris plus tard que Jean-Claude Niyuhire a été conduit au cachot du siège du SNR où il est arbitrairement détenu en raison de ses conflits civils avec certains individus.

Elle dénonce l'instrumentalisation du SNR pour des intérêts privés de certains individus véreux et demande aux autorités de ce service dépendant de la présidence de la République d'ordonner la libération sans condition de Jean-Claude Niyuhire qui n'est justiciable que devant les tribunaux civils par rapport aux conflits qu'il pourrait avoir avec certaines personnes.

SOS-Torture/Burundi a été initiée dans l'objectif d'informer l'opinion nationale et internationale sur les violations graves des droits de l'homme en cours au Burundi à travers des rapports de monitoring notamment sur la torture, les arrestations arbitraires, les disparitions forcées, les violences sexuelles et les exécutions sommaires.

Cette initiative d'informer sur les réalités du pays a fait suite au carnage d'une centaine de personnes tuées au cours de la journée du 11 décembre et celle du 12 décembre 2015 par des policiers et des militaires sous le prétexte de poursuivre des rebelles qui venaient d'attaquer des camps militaires situés à la périphérie de la capitale.

Les zones touchées sont dites contestataires du troisième mandat de Président Nkurunziza à savoir Musaga, Mutakura, Cibitoke, Nyakabiga, Jabe, les deux dernières étant situées au centre de la Mairie de Bujumbura.